

GAZETTE DES TRIBUNAUX,

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

Le Prix d'abonnement est de 45 fr. pour trois mois, 30 fr. pour six mois, et 60 fr. pour l'année. — On s'abonne à Paris, au BUREAU DU JOURNAL, QUAI AUX FLEURS, N° 11, chez CHARLES-BÉCHET, quai des Augustins, N° 57, et PICHON-BÉCHET, même Quai, N° 47, Libraires-Commissionnaires; HOUDAILLE et VERNIGER, rue du Coq-Saint-Honoré, n° 6; et dans les Départemens, chez les principaux Libraires, et aux Bureaux de Poste. — Les Lettres et Paquets doivent être affranchis.

JUSTICE CRIMINELLE.

COUR DE CASSATION. — Audience du 7 mai.
(Présidence de M. le baron Bailly.)

Pourvoi du curé Susini. — Boules de loto pour la formation d'un jury de jugement.

Alphonse-Augustin Susini, prêtre desservant, a été condamné à la peine des travaux forcés à perpétuité par la Cour d'assises de l'Oise pour attentat à la pudeur. Il s'est pourvu en cassation.

M^e Odilon-Barrot, son défenseur, s'est exprimé en ces termes :

« On a peine à se défendre d'un sentiment profond de douleur, en songeant qu'un prêtre desservant aurait pu se livrer à une violence brutale envers une femme au moment où celle-ci venait solliciter de son saint ministère la purification de ses fautes. J'ai été heureux d'acquiescer, par l'examen attentif auquel je me suis livré, la conviction de la haute invraisemblance des faits. J'ai été heureux de trouver les moyens qui, je n'en doute pas, laisseront au condamné la possibilité de prouver son innocence devant un autre jury.

« Je dois d'abord signaler à la Cour une irrégularité qui existe dans la liste des jurés, notifiée à l'accusé. Un d'eux, appelé Lernac, y a été désigné sous le nom de Legras; la Cour appréciera, d'après les circonstances, s'il n'a point été porté atteinte au droit de récusation de l'accusé.

« Mais il existe depuis long-temps dans le ressort de plusieurs Cours royales, et notamment dans celui de la Cour d'Amiens, un abus bien plus grave, et que je dois signaler dans l'intérêt de la bonne administration de la justice. Cet abus tient à la disposition morale; qu'à tout homme à se débarrasser des formes gênantes auxquelles il est assujéti.

« Au lieu de déposer dans l'urne le nom des jurés en présence de l'accusé, et d'en tirer au sort, devant lui, les noms de ceux qui doivent composer le jury de jugement, la Cour d'assises de l'Oise, sans appeler l'accusé, a mis dans l'urne des numéros de loto, et en a tiré, en sa présence, autant qu'il en fallait pour composer le jury; chacun de ces numéros correspondait au nom de l'un des jurés.

« Avant de venir dénoncer à la Cour cette infraction aux règles solennelles de la formation du jury, j'ai dû, pour ma responsabilité personnelle, ne pas me fier à la seule déclaration de mon client. J'ai cherché d'autres preuves, et ma conviction est devenue complète par le certificat de trois des jurés qui ont concouru au jugement, dont l'un était le chef du jury; tous trois attestent l'irrégularité dont je viens demander la réformation à la Cour régulatrice.

« Cependant, comme cette irrégularité n'est pas constatée par le procès-verbal, et qu'au contraire, il en résulte que les formes légales auraient été observées, j'ai dû céder à la nécessité de m'inscrire en faux contre ce procès-verbal. Loin de moi la pensée d'attribuer aucune intention criminelle, soit au président de la Cour d'assises, soit au greffier; mais le procès-verbal, comme tous ceux des Cours d'assises, était imprimé d'avance, et par suite de cet usage abusif, ce procès-verbal se trouve constater des faits contraires à ce qui s'est réellement passé.

La Cour, sur les conclusions conformes de M. Fréteau de Pény, avocat-général, au rapport de M. Gaillard, a rendu l'arrêt suivant :

Sur le moyen tiré de l'irrégularité commise dans la liste notifiée à l'accusé :

Attendu que l'identité des deux individus désignés sous les noms de Lernac et Legras, est constatée par la conformité de prénoms, de qualités, de domicile;

Rejette ce moyen;

Sur la demande en autorisation de s'inscrire en faux contre le procès-verbal du tirage au sort des jurés :

Vu l'art. 3 du titre 2 de l'ordonnance de juillet 1737, et l'art. 1^{er} du titre 10 du règlement du conseil du 28 juin 1738;

Attendu que les formalités prescrites par ces actes législatifs pour s'inscrire en faux devant la Cour de cassation, ont été remplies;

Autorise le demandeur à s'inscrire en faux contre le procès-verbal du tirage au sort des jurés de jugement.

COUR ROYALE DE PARIS (appels correctionnels.)
(Présidence de M. de Haussy.)

Audience du 7 mai.

Plainte en diffamation portée par MM. Riga et Jeannin, libraires, contre M. le baron de Satgé.

Déjà nous avons entretenu nos lecteurs du procès qui

eut lieu entre MM. Riga et Jeannin et M. le baron de Satgé, à l'occasion de l'impression d'un ouvrage de ce dernier, intitulé : *Les Merveilles du pouvoir absolu*. On se rappelle que, lors des plaidoiries devant le Tribunal de commerce, le baron de Satgé ayant reproché aux libraires d'avoir vendu son manuscrit à une faction, ces derniers demandèrent acte des réserves qu'ils faisaient de poursuivre M. de Satgé par voie extraordinaire. (Voir la Gazette des Tribunaux du 7 février.)

Par suite de la plainte, intervint jugement devant la 7^e chambre correctionnelle, qui condamna M. le baron de Satgé à cinq jours de prison. (Voir la Gazette des Tribunaux du 22 mars.) Sur l'appel interjeté par M. de Satgé, la cause s'est présentée aujourd'hui devant la Cour. Les débats ont été les mêmes, le résultat seul a été différent. La Cour, après avoir entendu M^{es} Vulpian et Bourgain, et sur les conclusions conformes de M. Léonce Vincent, avocat-général, a prononcé son arrêt en ces termes :

Considérant que par jugement du 7 février 1829, le Tribunal de commerce du département de la Seine, a donné acte à Riga et Jeannin des réserves par eux faites de poursuivre le baron de Satgé à raison des faits diffamatoires par lui articulés contre eux, ledit jour 7 février 1829, à l'audience publique de ce Tribunal;

Qu'en donnant acte de ces réserves, le Tribunal a exécuté littéralement l'art. 23 de la loi du 17 mai 1819, dont les dispositions ne lui imposaient pas l'obligation de déclarer si les faits diffamatoires articulés devant lui étaient ou n'étaient pas étrangers à la cause;

Considérant d'ailleurs qu'il résulte des faits et circonstances de la cause, que les faits articulés par le baron de Satgé à l'audience du Tribunal de commerce, du 7 février 1829, quelque contraires qu'ils pussent être à la vérité, et quoique attentatoires à l'honneur de ses adversaires, n'étaient pas étrangers à la cause qui s'agitait devant ce Tribunal par lequel ils pouvaient être réprimés à l'instant où ils étaient proférés;

Que dès lors ces faits ne rentrent pas dans la classe de ceux qui, aux termes de l'art. 23 de la loi du 17 mai 1819, peuvent donner lieu à l'action en diffamation;

Par ces motifs, a mis et met l'appellation et ce dont est appel au néant; émendant décharge le baron de Satgé des condamnations contre lui prononcées;

Faisant droit au principal, déclare Riga et Jeannin non recevables dans l'action en diffamation par eux intentée contre le baron de Satgé;

Les condamne aux frais de première instance et d'appel.

COUR D'ASSISES DE LA CREUSE (Guéret.)

(Correspondance particulière.)

PRÉSIDENCE DE M. LEBORLHE DE CHÉGURAT. — Audience du 27 avril.

Accusation de tentative d'homicide commise par un gendarme sur un autre gendarme.

L'accusé, nommé Xavier Leroi, né à Rethel (Ardennes), est âgé de 32 ans, et est décoré de la légion-d'honneur. Sa physionomie indique un caractère violent et emporté; ses yeux encore rouges annoncent qu'il n'a pu retenir ses larmes en venant s'asseoir sur le banc des criminels. Sa vie antérieure est sans reproches, ainsi que l'attestent les certificats honorables de tous ses chefs; l'intérêt universel qu'il inspire s'accroît encore par la présence de son vieux père, ancien magistrat, qui est venu assister à ces pénibles débats.

Voici les faits : Le 7 février dernier les deux gendarmes Guillemier et Leroi accompagnèrent la recette jusqu'à Genouillac, où ils burent avec excès, et à plusieurs reprises, du vin, du café et de l'eau-de-vie; ils en repartirent le soir pour s'en retourner à Guéret, et à peine eurent-ils fait trois quarts de lieue que Leroi, qui était dans un état complet d'ivresse, proposa à son camarade de se sabrer avec lui. Cette proposition qui, dénuée d'antécédents paraît invraisemblable, pourrait bien être la suite d'une dispute sur laquelle on n'a aucune donnée certaine. Quoi qu'il en soit, voici comment le gendarme Guillemier, qui était également ivre à cette époque, raconte ce qui se passa : « Ne pouvant, dit-il, lui faire changer de résolution, je lui dis : On ne se sabre pas à cheval; descendons. A peine avais-je mis un pied à terre qu'il me porta un coup de sabre qui coupa la toile de mon chapeau; surpris, je tire le mien, et en donne à plat, sur la tête de son cheval, un coup qui le fait reculer et retourner. Pour l'éviter j'abandonne alors la poursuite, il me tire un coup de pistolet qui heureusement ne m'atteignit pas. Furieux à mon tour, je me jette sur lui et lui porte au front un coup de sabre qui lui fit une blessure. Revenu à moi et le voyant désarçonné, je lui dis : Ramasse ton sabre et ton chapeau, et nous nous en irons.

Mais son cheval prend alors la fuite. Je cours après lui assez long-temps sans pouvoir l'atteindre; enfin, comme je venais de l'attraper, je rencontre M. de Beaufranchet, auquel je rapporte ce qui vient de se passer. Il m'engage à ne pas perdre mon camarade, et à ne pas l'abandonner; nous retournons vers le lieu de la scène, et lorsque nous n'étions plus qu'à quinze pas de Leroi, je l'engage à remonter à cheval. Il refusa, parce qu'il ne voulait pas, dit-il, monter sur l'échafaud, et il me reprocha de l'avoir trahi. M. de Beaufranchet lui fit une semblable invitation. Après s'être assuré qu'il n'y avait dans ses fontes qu'un pistolet qui lui parut non chargé, puisque la platine était levée et qu'il n'y avait pas d'amorce dans le bassinet, et sur l'observation d'ailleurs que je lui fis que c'était celui qui avait été tiré, il lui présenta son cheval. Aussitôt qu'il le tint, il s'arma du pistolet et me menaça de me brûler la cervelle. Irrité, je courus sur lui, et cherchai à faire tomber le pistolet en portant dessus plusieurs coups de sabre qui firent jaillir des étincelles. Il l'arma alors, et me le tira en face, à deux pas. La balle traversa mon manteau et fut arrêtée dans la filasse de mon habit.

Sur la demande de M. le président, le témoin déclare qu'il était ivre, mais qu'il ne l'était pas assez pour ne pas pouvoir se conduire.

Quoique la manière d'agir de ce témoin, pendant cette scène, où il perdait la vie sans le chanvre qui rembourait son habit, ne mérite que des éloges, il est permis de croire que par suite de son état d'ivresse, sa mémoire ne lui ait représenté que confusément plusieurs faits. Aussi a-t-il été contredit sur quelques points par d'autres témoins. Ainsi, Blaise Rivière, qui a vu tirer le premier coup de pistolet, assure que lorsque Leroi le tira, il était dans les champs, tandis que Guillemier était sur la route; d'où l'on peut induire que le coup de sabre aurait été porté à Leroi auparavant, et qu'il n'aurait tiré son pistolet que parce que sa blessure l'aurait mis hors de lui, ou pour éviter les poursuites de son adversaire.

M. Filloux a soutenu l'accusation. Il a su toutefois compatir à la douleur de ce vieillard qui protégeait de ses cheveux blancs et assistait de ses larmes un fils malheureux. « Ah! ne craignez pas, s'est écrié l'organe du ministère public, que nous condamnions une pitié légitime; nous la partageons avec une sorte d'empressement. Eh! quelle est la loi qui nous interdit les émotions d'une juste sensibilité! »

Prévoyant que l'ivresse de Leroi sera invoquée comme une excuse, le ministère public établit une distinction entre les actions réprouvées par la morale, et celles défendues par l'intérêt du moment. Selon lui, si l'ivresse peut excuser celles de la dernière classe, il n'en est pas ainsi de celles de la première; il invoque à l'appui de son opinion l'autorité d'un législateur de l'antiquité, qui punissait doublement le crime commis dans l'ivresse, et une ordonnance de François I^{er}, qui permettait aux juges, dans le même cas, d'aggraver le châtiment. Ce magistrat termine en rappelant aux jurés leurs devoirs. « La justice seule, dit-il, s'assoit sur vos bancs; la clémence réside plus haut. »

La défense de l'accusé a été habilement présentée par M^e Leyraud. L'avocat a présenté la première scène comme un duel; quant à la seconde, il a démontré qu'en supposant que le pistolet eût été tiré volontairement, Leroi avait eu le droit de le faire pour repousser les coups que lui portait Guillemier. En terminant, le défenseur soutient que si l'ivresse n'est point une excuse qui puisse être énoncée dans la question soumise au jury, elle est néanmoins une circonstance destructive de la criminalité, puisqu'en ôtant à l'homme la raison, elle le prive de ce libre arbitre sans lequel il ne peut jamais y avoir de crime.

Leroi a constamment déclaré qu'il ne se souvenait de rien, et qu'en se réveillant dans la prison, il demanda pour quelle cause il s'y trouvait.

Après une courte délibération, le jury ayant donné un verdict d'absolution, M. le président a prononcé l'acquiescement de l'accusé, qui a été mis sur-le-champ en liberté.

POLICE CORRECTIONNELLE DE PARIS. (7^e Chamb.)

(Présidence de M. Dufour.)

Audience du 7 mai.

Plainte en diffamation portée par le CONSTITUTIONNEL contre LA QUOTIDIENNE. (Voir la Gazette des Tribunaux du 1^{er} mai.)

On se rappelle qu'à la dernière audience le Tribunal a entendu les plaidoiries de M^e Barthe pour le Consti-

tionnel, et de M^e Berryer pour la *Quotidienne*. Dans l'audience de ce jour, qui n'avait pas attiré une moins grande affluence que la précédente, la parole a été donnée à M. Fournierat, avocat du Roi. Ce magistrat commence en ces termes :

« Messieurs, dégagés par la loi du 18 juillet 1828 de toutes les entraves qui jusqu'alors avaient contrarié leur marche ou gêné leur allure naturelle, les journaux, non en garde contre leurs propres excès, ont été dans ce dernier état de la législation, astreints à présenter à l'autorité des gérans responsables qui, d'après l'art. 5 de la loi, doivent conjointement ou séparément, surveiller et diriger la rédaction.

« On a pensé que cette responsabilité, devenue alors aussi réelle que celle des éditeurs responsables avait été jusque-là illusoire ou fugitive, forcerait ainsi les journaux à plus de sagesse et de circonspection, et les préserverait pour jamais des écarts et de la licence qu'on avait pu peut-être leur reprocher avec quelque fondement sous l'empire d'une législation que l'on jugeait insuffisante.

« Les vœux, si noblement exprimés alors par le chef de la magistrature dans l'intérêt des journaux eux-mêmes, ne se sont pas encore aussi complètement réalisés qu'on pourrait se le persuader. Au temps seul, à ce grand législateur du monde, appartient sans doute d'assoupir le ferment de nos passions politiques, et de ranger sous la même bannière les opinions qui nous divisent; mais cette heureuse époque n'est point encore arrivée, et vous en avez malheureusement la preuve à l'occasion du procès élevé entre les gérans responsables du *Constitutionnel* et celui de la *Quotidienne*, sur lequel vous êtes aujourd'hui appelés à statuer.

« Inutile, Messieurs, d'insister avec beaucoup de détails sur les faits qui ont motivé la plainte des gérans du *Constitutionnel*; ils vous sont déjà suffisamment connus, et nous devons nous borner, pour faciliter l'intelligence du système que nous allons avoir l'honneur de vous proposer, à les rappeler aussi brièvement qu'il nous sera possible.

« Par la nature des opinions qui les dirigent, le *Constitutionnel* et la *Quotidienne* sont, Messieurs, comme vous le savez parfaitement, dans une opposition si permanente et tellement prononcée, qu'il ne leur semble pas permis, du moins bien rarement, d'envisager les mêmes circonstances politiques sous les mêmes rapports, en sorte que si l'un est d'un avis, on peut être à peu près certain que l'autre sera d'un avis contraire.

« Cette disparité de sentimens si prononcée a donné lieu, et depuis long-temps, entre le *Constitutionnel* et la *Quotidienne*, à une lutte opiniâtre, soutenue des deux côtés avec autant de chaleur que d'insistance.

« Les reproches, les récriminations, les démentis, et, il faut bien le dire, les épithètes injurieuses ou les expressions désobligeantes, rien, en un mot, de ce qui peut caractériser la haine la plus constante et la plus profonde, n'a été épargné par ces deux journaux l'un contre l'autre. Peut-être, dans le cours d'une année, n'existe-t-il pas vingt numéros de ces deux feuilles exempts des oburgations ou des imputations de la nature de celles que nous venons d'indiquer au Tribunal.

« C'est, Messieurs, dans cet état d'hostilité réciproque, malheureusement si notoire, qu'est intervenu d'abord contre le *Constitutionnel*, de la part d'un sieur Magallon, des expressions déjà fort inconvenantes sous sa plume, et sur lesquelles nous devons donner quelques légères explications.

« Ce Magallon, vous le savez, Messieurs, fut, il y a déjà plusieurs années, l'objet de poursuites sérieuses, à l'occasion de certains articles insérés par lui dans un écrit périodique intitulé *l'Album*, dont il dirigeait la rédaction. Ces poursuites furent suivies de condamnations prononcées en ce Tribunal, puis confirmées par un arrêt de la Cour.

« L'exécution de cet arrêt, opérée contre Magallon avec une rigueur et des circonstances que rien dans notre législation ne semblait autoriser, donna lieu, en faveur de ce jeune écrivain, à des réclamations graves et sérieuses qui retentirent jusque dans la tribune législative. A cette même occasion, le *Constitutionnel* ouvrit généreusement ses colonnes à Magallon lui-même et à ceux qui prenaient intérêt à sa situation malheureuse. En un mot, tout porte à supposer que cette feuille publique en a agi dans cette circonstance, envers Magallon, avec autant de désintéressement que d'humanité, et que les efforts qu'elle a faits pour lui à cette époque ne lui ont été inutiles sous aucun rapport.

« Depuis la loi du 18 juillet dernier, Magallon a repris la rédaction de son écrit périodique auquel il a cru devoir donner le titre d'*Ancien Album*. Vous savez, Messieurs, qu'à cette occasion, Magallon a été tout récemment encore l'objet de nouvelles poursuites et de nouvelles condamnations aussi confirmées par un arrêt de la Cour.

« Eh bien! Messieurs, ce Magallon, si long-temps l'enfant chéri du *Constitutionnel*, auquel il devait à la fois un adoucissement à ses maux et peut-être son existence, ce Magallon, Messieurs, n'a payé d'aussi grands services que par la plus monstrueuse ingratitude, et vous avez pu en juger par la lecture du premier passage de l'article inséré dans l'écrit ayant pour titre *l'Ancien Album*.

« Plus tard, et la loi à la main, nous examinerons la nature des imputations renfermées dans cet article, et nous essaierons de mettre le Tribunal à même de décider jusqu'où le *Constitutionnel* a eu le droit de s'en offenser. Nous nous contenterons seulement ici de faire remarquer que Magallon impute au *Constitutionnel* d'avoir cherché à profiter de la souscription ouverte en faveur du monument à ériger au général Foy, pour gagner 30,000 fr. à l'occasion de l'insertion dans ses colonnes des noms des souscripteurs. Mais en même temps, nous ne devons pas oublier de dire que le *Constitutionnel* qui, aujourd'hui se prétend si gravement offensé par ces expressions même, garda le plus profond silence à l'époque de la publication de ce premier numéro de *l'Album*.

« Que le *Constitutionnel* ait cru devoir en agir ainsi par

le mépris que pouvaient lui inspirer de semblables imputations, ou plutôt comme on l'a plaidé pour lui, par un sentiment de générosité envers Magallon qui en était si peu digne, mais qui alors se trouvait sous le coup de poursuites nouvelles, peu importe : toujours est-il certain qu'aucune réponse ne fut faite à ce premier article. Nous ferons seulement remarquer que beaucoup plus tard le *Constitutionnel* a produit des lettres de M^{me} la comtesse Foy et de M. Casimir Perrier, sub-ogé tuteur des enfans du général, desquelles il résulte que jamais le *Constitutionnel* n'a rien exigé pour les insertions dont il s'agit, et que, de sa part, les choses, à cet égard, se sont passées avec autant de désintéressement que de générosité.

« Malheureusement l'indulgence encourage souvent les enfans gâtés et les mauvais cœurs; aussi Magallon prenant apparemment pour de l'impuissance le silence alors observé par son bienfaiteur, et il n'a pas craint d'aggraver ses premiers torts, en publiant postérieurement, dans un des numéros subséquens de son écrit périodique, un article non moins virulent que le précédent.

Ce fut alors que, par suite de cette vieille rancune qui semble ne cesser d'animer la *Quotidienne* contre le *Constitutionnel* qui la lui rend bien, ce fut alors, disons-nous, que la *Quotidienne* a imaginé de répéter successivement et littéralement le texte de ces deux articles dans ses nos des 14 et 21 mars, puis ensuite de les assaisonner de commentaires et d'observations consignés à leur tour dans les nos des 17 et 25 mars, où l'on insiste sur les imputations dirigées par Magallon contre le *Constitutionnel*.

M. l'avocat du Roi examinant ici la citation donnée à la *Quotidienne*, y trouve à la fois des irrégularités et des exagérations. Les faits diffamatoires dont on se plaint ne sont pas suffisamment qualifiés; d'une autre part, la demande tendant à la laceration des exemplaires incriminés tant au bureau de la *Quotidienne* que partout où on pourra les saisir, est une demande exorbitante, inexécutable, à moins d'aller les chercher chez tous les abonnés de ce journal. La demande de 30,000 fr. de dommages intérêts paraît également au ministère public mal fondée et exorbitante; elle est mal fondée, car le *Constitutionnel* n'a pas éprouvé de dommages.

« A cet égard, dit M. Fournierat, nous nous demandons si sur ce point on a fait la moindre justification, et si le Tribunal est en état de statuer. Où sont les preuves des pertes éprouvées par le *Constitutionnel*? Et surtout combien d'abonnés a-t-il perdus depuis le 14 mars, du jour où le premier article de Magallon fut reproduit dans la *Quotidienne*?

« C'est surtout à cette dernière circonstance qu'il faut s'attacher, car ce qui fait la richesse d'un journal ce sont les abonnés, et la privation qu'il peut en éprouver est ce qui doit le plus affecter son existence. Eh bien! Messieurs, sur ce point si important, le *Constitutionnel* a-t-il jamais produit aucune justification? A-t-il établi les pertes par lui éprouvées? A-t-il fait connaître le nombre des abonnés qu'il aurait perdus?

« A la vérité, on a cherché à masquer l'exagération de la demande en offrant d'attribuer le versement de ces 30,000 fr. à la caisse de la Préfecture de police, en faveur de l'extinction de la mendicité. Mais a-t-on, en même temps, pensé que la justice serait la dupe d'un pareil subterfuge? A-t-on assez méconnu le respect qui lui est dû, en se persuadant que les dispositions de l'art. 51 du Code pénal pourraient lui échapper, de même que la sagesse et la politique qui les ont dictées.

« Enfin, si jamais, enfreignant le plus saint de ses devoirs, un Tribunal se permettait d'attribuer ainsi à M. le préfet de police quelques-uns des dommages et intérêts réclamés par les parties, ce magistrat qui a laissé parmi nous des souvenirs si honorables et si chers, dirait aussitôt à celui qui se permettrait de les lui offrir. « Imprudent, je ne veux des dépouilles de qui que ce soit. En formant une vaste et philanthropique entreprise pour éteindre le fléau sans cesse renaissant d'une mendicité importune et trop souvent sans prétexte, j'ai seulement compté sur la générosité des uns, sur l'humanité des autres, et sur la charité de tous. Rempêchez ce fruit honteux du ressentiment et de la vengeance, et laissez-moi poursuivre en paix le cours d'une administration qui, je l'espère, ne coûtera à ceux qui en sont l'objet, ni une larme, ni un regret, ni un repentir. »

M. l'avocat du Roi s'élève également contre la demande contenue à l'assignation, tendante à l'affiche du jugement à intervenir, et à son insertion dans toutes les feuilles périodiques de France. Après un court résumé des faits qui ont précédé la plainte et la lecture des articles qui l'ont provoquée, M. Fournierat continue ainsi :

« Que disent donc ces deux articles? Que le *Constitutionnel* a exploité la souscription du général Foy; qu'il a retiré chaque jour d'énormes profits de son patriotisme de parade; qu'il commence par remplir ses colonnes avec les listes des souscripteurs, ce qui lui épargne d'autant sur les frais de première rédaction; premier bénéfice; qu'il prélève ensuite ses droits d'insertion sur le total des sommes versées, et que 30,000 fr. rentrent ainsi dans ses coffres. Telles sont les imputations renfermées dans le premier article incriminé.

« Maintenant, pour savoir si en effet le fait ainsi précisé rentre dans la classe de ceux prévus par la loi du 17 mai, que nous dit l'art. 13 de cette loi? Il s'exprime ainsi : « Toute allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération du corps auquel le fait est imputé, est une diffamation. »

« On a cherché à soutenir que cet article était sans application à la cause, en raison, a-t-on dit, de ce qu'une société de commerce telle que celle constitutive de l'établissement d'un journal, n'était pas encore constituée, et aussi en raison de ce que la loi parlant de personnes réelles; et celles qui peuvent avoir droit à se plaindre de la diffamation n'étant pas nominativement désignées dans l'exploit de citation, l'art. 13 de la loi du 17 mai ne pouvait ainsi recevoir d'application.

« A notre égard nous croyons, Messieurs, que cette ob-

jection, grave et sérieuse sans doute, n'a cependant pas de fondement. Sans contredit, la société de commerce constitutive de l'établissement du journal le *Constitutionnel* ne saurait être assimilée à un corps constitué, c'est-à-dire à un corps créé pour le besoin de l'Etat et dans l'intérêt public, tel qu'une Cour royale, un Tribunal, un conseil municipal, ou tout autre de même nature. Mais nous sommes fortement portés à penser qu'une société de commerce peut être en elle-même considérée comme une personne civile ayant intérêt à conserver son honneur et sa considération. Elle n'est sans doute personne civile que par le secours d'une fiction de droit; mais la loi du 17 mai ne faisant aucune distinction entre les personnes réelles et fictives, nous croyons qu'une société de commerce, abstraction faite des individus qui la composent, pouvant devenir l'objet d'une diffamation, peut avoir qualité pour en faire punir les auteurs.

« Revenons donc maintenant à la question qui nous occupe, celle de savoir si l'imputation faite au *Constitutionnel* d'avoir retenu 30,000 fr. pour les frais de l'insertion dont on vient de parler, a le caractère d'une diffamation. Eh bien! Messieurs, nous ne saurions le penser.

« Jamais une semblable imputation ne nous a paru de nature à constater la diffamation telle que la loi l'a définie! Quoi! imputer à quelqu'un un fait légitime, et dont personne n'aurait à se plaindre! Accuser un individu d'avoir fait ce qu'il aurait eu droit de faire serait une diffamation. Quoi! le *Constitutionnel* n'a pas, comme tout autre journal, le droit d'exiger le prix de l'insertion des annonces faites dans ses feuilles, et il aurait à rougir de le recevoir, et en le recevant, il ravirait à autrui sa fortune, et serait ainsi exposé au deshonneur et à la déconsidération aussi bien qu'à la vengeance des lois!

« Il faut, en vérité, Messieurs, tout l'aveuglement de l'esprit de parti et la prévention dans laquelle il sait trop souvent entraîner des esprits si éclairés et si judicieux, pour se permettre de travestir ainsi le sens naturel des expressions d'un adversaire, et lui prêter des intentions qu'il n'a jamais eues.

« Nul doute à coup sûr qu'une pareille imputation n'ait pour objet caché de nous donner un ridicule, de nous peindre plus intéressés qu'on ne doit l'être raisonnablement, comme tenant sans remission à toute la rigueur de son droit; mais qu'on puisse, en s'exprimant ainsi, avoir voulu sérieusement attenter à l'honneur ou à la réputation d'une personne qui, en agissant de cette manière, n'aura fait qu'user de son droit légitime, nous ne saurions le penser. Il est possible qu'une pareille imputation soit de nature à constituer une injure; mais nous pensons que la diffamation donnée par la loi de la diffamation ne saurait lui être appliquée.

« Enfin, Messieurs, la susceptibilité du *Constitutionnel* semble l'avoir encore égaré à l'égard de la souscription ouverte par M. le préfet de police pour l'extinction de la mendicité.

« L'*Album*, et après lui la *Quotidienne*, ont aussi imputé au *Constitutionnel* de s'être fait payer du prix de l'insertion des noms des personnes ayant souscrit à cette occasion. Eh bien, cette imputation est de toute fausseté; et si M. le préfet, d'après la correspondance que nous avons sous les yeux, a constamment offert au *Constitutionnel* de lui rembourser le prix de ces insertions, le *Constitutionnel* a constamment refusé l'offre de M. le préfet. Il a agi dans cette circonstance aussi généreusement qu'il l'avait fait pour la souscription en faveur des enfans du général Foy; mais par les motifs que nous avons déjà développés, cette imputation ne saurait prendre le caractère d'une diffamation.

« Ainsi, comme nous croyons l'avoir établi, si les articles incriminés renferment l'imputation d'un fait, ce fait n'est pas de la nature de ceux indiqués par le 1^{er} paragraphe de la loi du 17 mai, comme susceptibles de constituer une diffamation.

« Mais sous quel rapport doivent donc être envisagés ces faits, s'ils ne sont pas diffamatoires? Evidens, ils sont susceptibles de caractériser des injures publiques de la nature de celles indiquées dans le deuxième paragraphe de l'art. 13 de la loi, c'est-à-dire des expressions outrageantes, des termes de mépris ou des invectives.

« Et ces injures prennent un caractère bien plus déterminé, bien plus grave, lorsqu'on se reporte aux expressions qui terminent les deux articles incriminés, à celles de personnes basement intéressées et de valetaille de l'empire. Certes, ici le délit d'injures est manifeste et peut devenir susceptible de répression.

« Il y a injure dans le sens déterminé par la loi; il y a à-la-fois outrage, terme de mépris et invective; et des expressions aussi répréhensibles peuvent devenir l'objet de l'application des dispositions des art. 19 de la loi du 17 mai 1819 et 14 de la loi du 18 juillet dernier, concernant les injures entre particuliers, et les peines à appliquer aux délits de publication par la voie des journaux.

« Nul doute, sans contredit, sur la nécessité d'appliquer ces peines, si les parties n'étaient pas, à l'égard l'une de l'autre, dans une situation continuellement hostile et dans un état permanent de provocation et de représailles qui, malheureusement, est trop notoire.

« Tout nous semble, Messieurs, exiger une compensation que la justice s'est permis de prononcer plus d'une fois dans des conjonctures tout à fait semblables. La *Quotidienne* aurait pu reproduire, sans mériter aucun reproche, les articles de Magallon, qui, comme on le voit, ne sauraient jamais constituer des diffamations; mais ce qu'elle n'aurait jamais dû faire, c'était de répéter des expressions injurieuses déjà si peu convenantes sous la plume de cet écrivain, et qui étaient bien autrement sous celle de la *Quotidienne*.

« De son côté, le *Constitutionnel* aurait pu ne pas montrer une susceptibilité aussi ombrageuse, et chercher à corriger Magallon sur le dos de la *Quotidienne*. La justification que ses adversaires le forçaient à faire résultait assez puissamment des lettres de M^{me} la comtesse Foy et de M. Casimir Perrier, pour n'avoir pas besoin de l'intervention des Tribunaux, qui sera toujours si rarement

avantageuse aux journaux dans les différends personnels qui pourront s'élever entre eux.

Le pénible devoir que nous avions à remplir serait accompli, et nous n'aurions plus même qu'à vous témoigner notre gratitude de la religieuse attention avec laquelle vous avez daigné nous entendre, si des expressions échappées à l'avocat de la *Quotidienne*, au commencement de la discussion, ne nous forçaient pas à vous rappeler l'impression douloureuse qu'elles ont dû vous occasionner, aussi bien qu'à nous-mêmes et à une partie du public et de ses collègues.

Par quelle fatalité un esprit aussi éclairé a-t-il pu penser un instant que la personnalité avait jamais besoin de venir au secours du talent et de l'expérience? Par quel entraînement en faveur de son client a-t-il pu supposer que votre judicieuse impartialité se permettrait d'accueillir ou de croire utile à la justice de ses décisions, les récits de faits étrangers à la cause, et qui ne semblent que trop complètement démentis par les pièces authentiques et les documents judiciaires qui nous ont été transmis, et que nous nous sommes empressés de placer sous vos yeux.

Dans le zèle inconsidéré qui le dirigeait alors, le défenseur de la *Quotidienne* se proposait de donner de nouveaux développements à cette déplorable énumération, lorsque la voix toujours respectueuse d'un fils l'a contraint subitement à en suspendre le cours, en le rappelant à ce sentiment de convenance et à cette habitude de générosité qu'il semblait, pour ce seul instant, avoir abjurés.

Ce sont, Messieurs, des circonstances si graves que le ministère public a cru devoir vous les rappeler, pour essayer d'en faire résulter une leçon utile à ceux que l'intérêt d'une cause si nouvelle peut avoir attirés dans cette enceinte.

Eh quoi! quarante ans écoulés n'auraient pas suffi pour effacer le souvenir de nos malheurs et de nos désastres politiques? Et quinze années des bienfaits d'une restauration salutaire, employées à élever une partie de l'édifice de nos libertés, n'auraient pas éteint ou du moins assoupi nos ressentiments et nos haines! Et lorsqu'une Charte réparatrice, gage ineffable de bonheur et de prospérité, qui a pour objet de proscrire toutes recherches des opinions antérieures et en commande l'oubli aux Tribunaux et à tous les citoyens, nous ne saurions, sans murmure, nous soumettre à la sainteté de ce commandement!

Où, Messieurs, à la vue de semblables infractions commises dans le temple même de la justice et sous les yeux de ses ministres, nous trahirions le premier de nos devoirs en gardant, à cette occasion, un silence dont le désordre et la licence ne manqueraient pas plus tard de prendre prétexte et de chercher à s'autoriser.

Et ce triste résultat ne vous a-t-il pas été révélé à l'instant même par la réplique si vive et si éloquent de l'avocat du *Constitutionnel* qui, s'oubliant à son tour et repoussant l'injure par l'injure, n'a pas craint de rappeler cette effroyable expression de *rigueurs saluaires*, prêtée tant de fois par ses clients au gérant même de la *Quotidienne*, et que celui-ci a constamment désavouée en la qualifiant du plus affreux mensonge et de la plus horrible des diffamations.

Tel serait pourtant, Messieurs, le désordre, ou pour mieux dire la honteuse anarchie dans laquelle nous nous verrions plongés, si ceux que la loi propose à la défense des intérêts des parties, continuaient à méconnaître la sagesse de ses dispositions et le respect qui leur est dû.

Dans une conjoncture aussi solennelle, le ministère public devait donc ici protester contre de semblables infractions, et il se plaît à supposer que des avocats aussi distingués n'en offriront jamais un nouvel exemple.

Dans ces circonstances, nous estimons qu'il y a lieu de renvoyer le sieur Laurentie de la plainte, et de compenser les dépens.

M^e Barthe prend la parole pour le *Constitutionnel*. L'avocat écarte d'abord les difficultés préliminaires sur la forme de l'assignation donnée; il rappelle que dans sa plaidoirie il n'a nullement insisté sur le chef des conclusions relatif à la laceration des exemplaires. « Vous savez, dit-il, quel est le protocole de toutes les assignations. L'avoué qui a rédigé ce protocole ne l'a pas inventé; il a suivi la forme de rédaction usitée en pareil cas.

Quant aux dommages-intérêts, je répondrai que tout le monde est bien convaincu qu'il ne s'agit pas ici d'un procès de cupidité. Vous savez en effet, Messieurs, que sur ce point je m'en suis rapporté à la sagesse du Tribunal. La fixation de la somme était toute du fait de l'assignation; mais devant la justice, entre mon confrère et moi, il n'y a pas eu un seul mot dans les plaidoiries sur la quotité des dommages-intérêts.

Arrivant à l'appréciation des faits dénoncés, M^e Barthe rappelle la nature des articles incriminés, les expressions qui les composent, le but évident dans lequel ils ont été rédigés. Il demande s'il est possible de soutenir un seul instant, avec quelque apparence de vérité, que de semblables allégations soient seulement de nature à provoquer le ridicule. Il repousse ensuite les moyens tirés de la récrimination invoquée par la *Quotidienne*.

Qu'on ait dit que ce journal puise dans la caisse de la congrégation, fait caisse commune avec la congrégation, tout cela n'est que de la polémique politique: c'est absolument des propos de même nature que ceux de la *Quotidienne* quand elle dit que le *Constitutionnel* fait caisse commune avec le comité-directeur. Dans les articles qu'on attaque, il s'agit d'un tout autre ordre d'idées; c'est à l'homme privé qu'on s'adresse; c'est lui qui dévore le produit des souscriptions, qui exploite la bienfaisance publique, force M. Casimir Périer à interrompre une publication qui absorbait le produit des offrandes faites à la famille de l'illustre général Foy. De pareilles allégations portent évidemment atteinte à la considération de l'homme privé; elles s'adressent à la probité du négociant, du commerçant; ce n'est plus l'homme politique qu'on attaque, c'est l'entrepreneur du journal. Il s'agit ici, je le répète, d'une ques-

tion de conscience. Vous êtes jurés: c'est votre conscience, Messieurs, qui vous dira s'il y a eu véritablement diffamation dans la cause.

Telle était la cause, Messieurs, lorsque nous nous sommes présentés devant vous. Le ministère public a terminé son réquisitoire par quelques considérations qui sont dignes d'être appréciées. Les paroles qu'il a adressées à la défense paraissent m'atteindre jusqu'à un certain point: il m'est impossible de les accepter. Je me bornerai à vous dire: rappelez-vous, Messieurs, la véhémence avec laquelle nos opinions avaient été attaquées. Si, dans notre réponse, un mot sur les opinions du parti contraire nous a échappé, qui frappât M. Laurentie ou tout autre, c'était le droit de la défense. Mes opinions ne sont pas les vôtres; voilà à quoi se réduisait mon discours; et certes, ce n'était pas trop lorsqu'on accusait le *Constitutionnel* d'attaquer chaque jour le trône et l'autel, de provoquer au désordre, peut-être même d'être le provocateur des crimes de la rue Saint-Denis.

Messieurs, la défense doit s'étendre fort loin, elle a ses droits, ses privilèges; mais j'ai été le premier dans la cause à proclamer qu'elle avait ses limites, et la *Quotidienne* les a toutes méconnues.

Ce journal a eu le triste courage de déclarer hautement qu'il poursuivait des diffamations qu'elle avait commises, elle porterait ses investigations jusque dans le sein de la vie privée.

Ainsi, lorsqu'un citoyen viendra réclamer la protection de la justice contre des attaques dont il a le droit de se plaindre, les promesses d'une loi protectrice n'auront été qu'une déception, et l'enceinte des Tribunaux une sorte de guet-apens, où, sous l'inviolabilité de la défense, la vie privée des hommes de l'opinion constitutionnelle sera déchirée sans aucune pudeur.

Si une telle carrière était ouverte, il faut le dire, dans une lutte où la délicatesse et la pudeur seraient toujours vaincues, où le cynisme et l'audace auraient leur privilège incontestable, je ne crois pas qu'un homme pour qui sa dignité personnelle serait de quelque prix s'humiliât au point de se produire dans de tels débats, soit comme plaignant, soit même comme défenseur.

Ah! Messieurs, n'en doutons pas, le défenseur de la *Quotidienne* a été trompé. Dans ses allégations, c'est la *Quotidienne*, c'est son gérant qu'il faut voir! c'est ce gérant seul qui a pu fournir ces notes calomnieuses. Je le répète encore, le défenseur de la *Quotidienne* a été trompé par les notes qui lui ont été fournies. Voilà la cause tout entière; vous ne pouvez plus juger les articles séparément de la défense de la *Quotidienne*.

Ainsi vous avez vu le défenseur s'arrêter à la voix d'un fils qui démentait des allégations sur son père. Le défenseur consultait ce sentiment intime qui lui disait de ne pas persévérer dans une carrière que la perversité de son client lui avait imposée; et le gérant qui souriait aux diffamations commencées, qui les a reproduites le lendemain dans sa feuille, a regretté sans doute d'en voir le cours interrompu.

C'est à vous, Messieurs, qu'il appartient de poser les limites au delà desquelles les droits les plus sacrés se corrompent, et de déclarer que diffamer n'est pas synonyme de défendre. Mais tel est le privilège du mal: on blâme ses auteurs, on les flétrit quelquefois, néanmoins cela ne suffit pas pour guérir les blessures qu'a pu faire une parole empoisonnée: des explications deviennent nécessaires.

On vous a dit que l'un des rédacteurs du *Constitutionnel* figurait sur une liste d'hommes sûrs, entre Joseph Lebon et Coffinal. C'est lui dont on a voulu parler n'a pas besoin de se mettre à l'abri derrière l'article de la Charte qui commande l'oubli du passé; il peut se présenter partout avec honneur et sans rougir. Pendant la durée de nos dissensions civiles, lorsqu'une faction était vaincue, le plus grand coup que la haine pût porter à un ennemi, c'était de le ranger parmi les politiques de cette faction. Aussi, plusieurs de ceux que Robespierre frappait comme fédéralistes furent poursuivis ensuite comme partisans de Robespierre. Des listes, falsifiées par la haine, circulaient alors, et étaient parfois des instruments terribles.

Lorsque l'ouvrage de Courtois parut, l'homme estimable dont je parle, et qui y était désigné, s'adressa aux journaux du temps, signala comme faussaire l'auteur de ce rapport, déclara qu'on avait ajouté des noms aux listes, et falsifié la correspondance saisie. Il somma les auteurs de ce rapport de comparaître devant le Tribunal qu'il leur plairait de choisir dans toute la France. Les faussaires laissèrent sa réclamation sans réponse. Depuis ce temps, cet homme, bon citoyen, bon père de famille, est resté étranger à toutes ces haines privées et à toutes ces récriminations de l'esprit de parti. Je dois le dire, l'ordre des avocats l'a reçu dans son sein. (Sensation.) J'en suis convaincu, mon adversaire, qui a pu entendre mille témoignages qui se sont élevés en sa faveur, aura la plus vive douleur d'avoir trop facilement cédé aux impulsions qui lui étaient données, d'avoir trop facilement ajouté foi à des instructions empoisonnées; et s'il s'exprimait encore sur ce point, ce serait des paroles de regrets qu'il vous ferait entendre.

On vous a dit encore qu'un des rédacteurs du *Constitutionnel* avait violé un fidéicommis et spolié une succession, et qu'il existait un jugement et un arrêt sur ce point. MM. les rédacteurs du *Constitutionnel* portent ici le défi le plus complet de pouvoir produire le moindre document pouvant établir qu'un pareil jugement existe à l'égard d'aucun d'entre eux, et par conséquent qu'un fidéicommis ait été violé. On a prétendu que des indications existaient sur ce point dans un journal publié il y a dix ans. J'ai cherché ces indications sur lesquelles s'appuie la calomnie...

Quel est ce journal? C'est ici que la *Quotidienne* répètera sans doute qu'il faut être sûr pour embrasser les autels de la justice, et dans son opinion, le *Drapeau Blanc* (car c'est ce journal), doit nécessairement partager avec elle cette pureté virginale, qui lui donne le privilège d'embrasser les autels de la justice. Ce

journal a diffamé, en 1819, ses preuves étaient une lettre anonyme; et voilà en 1829, les armes de la *Quotidienne*! Voilà les preuves qu'elle apporte à son tour, et la source pure où elle puise ses calomnies.

Mais il est une dernière accusation parmi les moyens de défense de la *Quotidienne*, et celle-là est la plus capable de vous étonner.

Tout le monde a souvenir de cette intrigue infernale ourdie en 1786 pour extorquer un collier de diamants d'une valeur considérable. Tout le monde sait que, par arrêt du parlement, du 4 juin de cette année, Lamothe Valois fut à cette occasion condamné aux galères perpétuelles; que la femme de ce grand coupable fut fouettée et marquée au pied du grand escalier du palais; qu'ensuite elle s'évada des prisons avec la femme de l'empoisonneur Desrues. Lamothe Valois, qui était parvenu à s'évader lui-même, alla en Angleterre. Il imagina alors de fabriquer un Mémoire dont voici un exemplaire. Dans ce mémoire, la reine Marie-Autoinette elle-même est inculpée par la supposition de lettres ignobles qu'elle aurait écrites au cardinal de Rohan. Ce mémoire affreux fut vendu 60,000 fr. à M. de Breteuil. Lorsqu'on en tient le prix, il est vendu à Amsterdam, à Londres, traduit dans toutes les langues. Conduite devant les juges révolutionnaires, la malheureuse reine répétait: « Ces diffamations de l'affaire du collier me poursuivent encore! »

Lamothe-Valois est vivant, et peut-être, dans votre dernière audience, entendait-il avec une maligne joie les attaques qu'il avait inspirées à la *Quotidienne* contre le *Constitutionnel*; peut-être souriait-il avec ses complices en entendant reproduire des diffamations dont il avait fourni les armes.

Dans ces dernières années, cet homme avait imaginé de réclamer contre deux officiers-général une somme de 50,000, pour prix de ses bagages, qu'il prétendait lui avoir été pris lors de sa deuxième arrestation en 1793. Un mémoire fut composé à cet effet, et dans ce mémoire, qui est signé Lamothe, on imagine, dans l'intérêt d'une sale spéculation, de faire ajouter le nom de l'un des rédacteurs du *Constitutionnel*, qui a été reconnu être tout-à-fait étranger à cette affaire.

Avant la publication de cet odieux pamphlet, des lettres anonymes furent adressées à ce propriétaire: de l'argent, ou vous serez diffamé, tel était leur langage. Il fut répondu par une plainte devant M. le procureur du Roi. La calomnie fut saisie d'effroi, et trois jugemens survenus depuis ont condamné et flétri les prétections dont ce libelle avait été le prétexte.

Quel a donc été notre étonnement, d'entendre le gérant de la *Quotidienne* appeler faits authentiques des diffamations puisées à une telle source! Pour surprendre le Tribunal, et sans doute son propre défenseur, on lui a caché la première moitié du nom de Lamothe-Valois. On vous a parlé d'un mémoire judiciaire du comte de Valois, énonciation qui ne vous désignait pas sans doute le coupable de tous les temps et de tous les régimes, condamné aux galères perpétuelles en 1786!

Que M. Laurentie nous dise maintenant: vous ne deviez pas me poursuivre pour ces diffamations. Je pourrais lui dire qu'il paraît ne pas bien sentir tout ce qu'il y a de modeste dans son argumentation; jusqu'à présent nous avions pensé qu'on pouvait laisser impunies les diffamations signées par M. Lamothe-Valois, sans que les calomnies de la *Quotidienne* parussent mériter le même dédain; mais la leçon sera comprise pour l'avenir; et maintenant que la France saura où le gérant de la *Quotidienne* puise ses attaques contre la vie privée des citoyens, il est possible qu'il obtienne à son tour le privilège de pouvoir diffamer encore, sans qu'il soit nécessaire de porter plainte en justice.

M^e Berryer prend aussitôt la parole. L'avocat persiste à soutenir que dans les contestations qui divisent les deux journaux aujourd'hui en présence, il est impossible de trouver les caractères de la diffamation; que si les expressions empruntées à l'*Album* ont une forme injurieuse, la *Quotidienne*, en les reproduisant, n'a point apporté dans cette publication l'esprit de haine personnelle dont on la suppose animée; qu'en tout cas dans les combats journaliers engagés entre deux journaux opposés les imputations mensongères, les invectives anères dont le *Constitutionnel* n'est pas avare, doivent légitimer une compensation de dépens.

Votre procès a donc été mal intenté, dit M^e Berryer en terminant. Défenseurs de la liberté de la presse, vous avez donné un mauvais exemple!

Le *Constitutionnel*, qui a plaidé contre la *Quotidienne* à défaut de l'*Album*, intente un nouveau procès. Sur ce point, répondrai-je à chacune des objections? Chercherai-je surtout à combattre le sentiment qu'on a exprimé devant vous, et sur lequel on en a appelé à moi-même, à mon propre cœur. Non, Messieurs, mon explication sera courte, et elle rentrera encore dans la défense de notre véritable procès.

Nous avons dit au *Constitutionnel* (et de la part de la *Quotidienne* l'objection était légitime): Quel singulier procès venez-vous nous faire! Un journal vous attaque, un journal vous accuse: nous en avertissons le public, et c'est nous que vous traînez devant les Tribunaux! Etrange choix dans la personne que vous jugez mériter vos poursuites! Mais vous, qui vous montrez si sévères contre le journal qui n'invente pas les imputations, et qui ne fait que les reproduire, êtes-vous donc aussi susceptibles quand chaque jour des imputations sont portées contre vous, non seulement à l'occasion de votre système politique, mais encore à l'occasion (ce qui est beaucoup plus grave) de votre vie privée? C'est alors que nous avons signalé des cercles plus ou moins récents dans lesquels les propriétaires du *Constitutionnel* étaient attaqués.

C'était une manière fort naturelle de vous rappeler une longanimité qui avait lieu de nous étonner. Le jour où vous vous montriez si susceptibles à notre égard, nous avons dû la signaler; nous avons dû rappeler que dans des écrits publiés, dans des ouvrages récemment mis au jour,

les propriétaires du *Constitutionnel* ont été attaqués. Ce n'est pas là vouloir leur reprocher ces faits et les confirmer. Quand un procès ridicule était engagé par vous, n'était-il pas naturel de dire que des plaintes plus légitimes auraient pu être élevées par vous? C'est là où s'est borné mon langage. A-t-il été trop vif dans ses expressions? A cet égard, je me courbe volontiers sous la sévérité, et la sagesse des observations du ministère public. C'est avec satisfaction qu'en entendant le cri d'un fils, j'ai senti toutes mes pensées se refouler dans mon cœur... Mais ce n'est pas de vous, MM. du *Constitutionnel*, que je recevrai humblement des leçons de paix, de modération et de morale.

Le Tribunal, après en avoir délibéré pendant une demi-heure dans la chambre du conseil, a remis la cause à huitaine, pour prononcer son jugement.

CHRONIQUE JUDICIAIRE.

PARIS, 7 MAI.

— M. Fauche-Borel, si fameux par les événements politiques auxquels il a pris part, a fait aujourd'hui une apparition au Tribunal de commerce, où l'avait ajourné M. Delaroche, porteur d'un billet à ordre de 1000 fr., souscrit par feu M. Nicolle, du collège de Sainte-Barbe, et endossé par l'ex-libraire de Neufchâtel, et M. Follope. M. Fauche-Borel a fait décliner par M^e Locard la compétence de la juridiction commerciale. Mais le Tribunal a retenu la connaissance du litige, attendu qu'au titre figurait un justiciable qui ne déclinait pas. Sur le fond, le client de M^e Locard a fait défaut, et a été condamné, sans contrainte par corps, au paiement de l'obligation.

— M^{me} la comtesse Tyszkiewicz, princesse Poniatowska, a souscrit une lettre de change de 8,467 fr., qu'elle n'a pas payée à l'échéance. M. Descoins, propriétaire de l'effet par voie d'endos, a fait aujourd'hui condamner cette dame consulairement. Néanmoins, le Tribunal a ordonné la remise de la cause sur la contrainte.

— Un sieur Nicolo fut renversé par un cabriolet de l'entreprise Victor Lachèvre, que Morin conduisait; des blessures assez graves l'empêchèrent de se livrer à ses travaux; plainte fut portée par lui en police correctionnelle, et Morin fut condamné à 6 jours de prison, 16 francs d'amende, et, solidairement avec Lachèvre, en 300 francs de dommages-intérêts. Appel a été interjeté. A l'audience de ce jour, le sieur Lachèvre a fait soutenir qu'il ne pouvait en aucune manière être déclaré civilement responsable, parce que dans l'art. 1384 du Code civil, la responsabilité n'est prononcée qu'autant que le maître ne peut pas prouver qu'il n'a pu empêcher le fait qui a donné lieu au dommage. Le défenseur a prétendu, en outre, que les cochers ne sont ni les domestiques ni les préposés des loueurs; que le contrat qui intervenait entre le loueur et le cocher rendait le premier tout-à-fait étranger aux accidents qui pouvaient arriver par la faute des cochers. Ces motifs, combattus énergiquement par M. l'avocat-général Léonce Vincent, ont été repoussés par la Cour, qui a confirmé purement et simplement la sentence des premiers juges.

— Un legs singulier a été fait aux colonies de bienfaisance des Pays-Bas. Le sieur Philippe Bosquet, mort à Amsterdam le 28 janvier dernier, légua à la société de bienfaisance dans les provinces septentrionales, une somme de 2,000 fl., sous condition, disait-il « qu'elle s'oblige à me faire enterrer dans une de ses colonies; qu'à environ deux aunes de distance de mon cadavre elle plante deux arbres fruitiers en pleine croissance; qu'elle les entretienne en bon état, que les fruits qui en proviendront soient annuellement vendus publiquement au plus offrant, pour prouver que les lieux consacrés à l'enterrement des morts peuvent produire une nourriture saine ou au moins de bon bois aux vivans, et pour qu'il soit ainsi démontré combien il est fâcheux pour les communes qui ont des cimetières qu'elles n'en tirent pas de profit autant que possible, etc. » L'inhumation a été faite suivant l'intention du donateur, et ses dispositions seront fidèlement exécutées.

— M. le baron de la Bouillerie, intendant général de la maison du Roi, vient de faire acheter un grand nombre d'exemplaires du *Commentaire sur l'ordonnance des Conflicts*, par M. Tailandier, avocat aux conseils, se félicitant, a dit Son Excellence, de pouvoir enrichir les bibliothèques de Sa Majesté d'un ouvrage aussi utile. Ce *Commentaire*, publié sous les auspices de M. le garde-des-sceaux, contient le Rapport si remarquable de M. Cormenin sur la matière; il forme un vol. in-8°. (Prix : 5 fr. Chez Brière, libraire, rue Saint-André-des-Arcs, n° 68.)

— On parle beaucoup en ce moment de la publication des *Mémoires complets et authentiques* du duc de Saint-Simon, sur les manuscrits autographes qui étaient restés jusqu'à présent dans les archives des affaires étrangères. Cette édition, aux trois quarts nouvelle, obtient un grand succès. Nous avons appris dans le temps qu'une partie de la famille Saint-Simon avait voulu s'opposer à cette publication, où la vérité historique est si vivement intéressée.

ANNONCES JUDICIAIRES.

ÉTUDE DE M^e LEVRAUD, AVOUÉ,

Rue Favart, n. 6.

Vente par licitation, en l'audience des criées du Tribunal civil de la Seine.

Adjudication définitive le 16 mai 1829.

EN DEUX LOTS.

1^{er} Lot. — Grande MAISON, sise à Paris, rue du Temple, n. 57 et rue des Vertus, n. 12.

Cette propriété se compose de cinq corps de logis et trois cours.

Elle a été estimée 180,500 fr.

2^{me} Lot. — FERME appelée Ferme de Clichy, sise rue du Guichet, à Clichy-la-Garenne, près Paris.

Beau corps de ferme complet avec jardin planté d'arbres fruitiers; pièces de terres et pré, situés terroir de Clichy et Saint-Ouen, contenant ensemble environ trente-quatre hectares trente-quatre ares quatre-vingt-un centiares, correspondant à cent arpens cinquante-quatre perches.

Cette ferme et ses dépendances sont estimées à 118,900 fr.

Mise à prix :

1^{er} Lot, 180,500 fr.

2^{me} Lot, 118,900 fr.

Total 299,400 fr.

S'adresser pour les renseignements :

1^o à M^e LEVRAUD, avoué poursuivant, demeurant à Paris, rue Favart, n. 6;

2^o à M^e MOREAU, avoué colicitant, demeurant à Paris, rue Grammont, n. 26;

3^o à M^e RIAUT, notaire, demeurant à Paris, rue des Filles-Saint-Thomas, n. 13.

Vente par autorité de justice, rue des Fossés - Montmartre, n° 27, le lundi 11 mai 1829, à midi, consistant en deux comptoirs, chaises, souliers, bottes, glaces, tables, poêle en faïence, lampes astrales, buffet de salle, commode, secrétaire en acajou, pendule, flambeaux, tableaux, table ronde en acajou, rideaux, draps de lits et autres objets. — Au comptant.

LIBRAIRIE.

LIBRAIRIE DE A. SAUTELET ET C^{ie}, ÉDITEURS,
Rue de Richelieu, n° 14.

ET D'ALEXANDRE MESNIER, PLACE DE LA BOURSE.

MÉMOIRES

COMPLETS ET AUTHENTIQUES

DU

DU C DE SAINT-SIMON

SUR LE SIÈCLE

DE

LOUIS XIV ET LA RÉGENCE,

Publiés pour la première fois sur le manuscrit original entièrement écrit de la main de l'auteur.

Par M. le Marquis de SAINT-SIMON, Pair de France, etc.

Conditions de la souscription.

Les Mémoires du duc de Saint-Simon formeront 16 vol. in-8°, semblables à la *Collection des Mémoires sur l'histoire de France*, dont ils sont le complément indispensable. Ils seront publiés en huit livraisons de deux volumes chaque, qui paraîtront de mois en mois, et terminés par un volume de table des matières dans l'ordre des noms propres, rangés alphabétiquement.

Prix de chaque livraison de deux volumes in-8°, 14 fr.

LIBRAIRIE DE RAYNAL,

Rue Pavée - Saint-André, n° 13.

L'AMATEUR

DES

FRUITS,

OU

L'art de les choisir, de les conserver et de les employer, principalement pour faire les Compotes, Gelées, Marmelades, Confitures, Pâtes, Raisinés, Conserves, Glaces, Sorbets, Liqueurs de tout genre, Ratafias, Sirops, Vins secondaires, etc., etc.

PAR M. L. D. B.

Un vol. in-12. — Prix : 2 fr. 50 c. et 3 fr. par la poste.

LIBRAIRIE DE JURISPRUDENCE D'ALEX-GOBELET,

RUE SOUFFLOT, N° 4, PRÈS L'ÉCOLE DE DROIT.

COURS

DE

DROIT FRANÇAIS

SUIVANT LE CODE CIVIL,

8 FORTS VOL. IN-8°,

Avec des sommaires ou exposés analytiques en tête de

chaque chapitre et section de la matière, une table générale à la fin de chaque volume, et des notes indicatives des lois romaines et anciennes ordonnances, où ont été puisées les lois nouvelles, et contenant les observations qui ne pouvaient entrer dans le texte sans en interrompre la marche;

PAR M. A. DURANTON,

Professeur de Code civil à la Faculté de droit de Paris, Avocat à la Cour royale, Chevalier de la Légion-d'Honneur, auteur du *Traité des Contrats et des Obligations en général suivant le Code civil*.

2^e ÉDITION, ENTIÈREMENT CONFORME A LA PREMIÈRE.

PRIX DES HUIT VOL. : 60 FRANCS.

Le tome IX analysera la matière des *Testaments*, des *Substitutions permises*, des *Partages faits par ascendants*, et des *Donations faites en faveur du mariage*. Il terminera ainsi la première moitié du Code; la suite paraîtra sans interruption.

VENTES IMMOBILIÈRES.

ÉTUDE DE M^e ROBIN, NOTAIRE,

Rue du Petit-Bourbon-Saint-Sulpice, n° 7.

Adjudication en la chambre des notaires de Paris, le 12 mai 1829, par le ministère de M^e Robin, l'un d'eux, sur la mise à prix de 130,000 fr.,

Du DOMAINE DE BEAUVOIR, dépendant de la succession de M^e la duchesse de Rohan, née de Montmorency, situé en la commune d'Evry, sur les bords de la Seine, une lieue en-deçà de Corbeil.

Consistant en une charmante maison d'habitation avec toutes les dépendances désirables, parc de trente arpens, potager, serre, basse-cour, etc., etc.

La maison est garnie et décorée d'un très beau mobilier.

Des eaux magnifiques ont leur source dans la propriété. Voir, pour de plus amples détails, le numéro du 25 mars de ce journal.

S'adresser sur les lieux au CONCIERGE;

Et à Paris,

à M^e ROBIN, notaire, rue du Petit-Bourbon Saint-Sulpice, n° 7;

à M^e PIET, notaire, rue Neuve-des-Petits-Champs, n. 18;

à M^e DEFRESNES, notaire, rue des Petits-Augustins, n. 21;

à M. DÉMION, rue Saint-Guillaume, n. 18;

à M. PICQUENON, rue Louis-le-Grand, n. 23.

Le prix de l'insertion est de 1 franc par ligne.

AVIS DIVERS.

A vendre ou à louer, le superbe CHATEAU DE LA THUILLERIE, situé commune d'Auteuil, près Paris, vis à vis le pont de Grenelle, sur la route de Paris à Versailles. (27 arpens.)

S'adresser, pour les renseignements :

1^o A M^e AUDOUIN, avoué, rue Bourbon-Villeneuve, n° 33;

2^o A M^e JUGE, notaire, rue du Marché-Saint-Honoré, n° 5;

3^o A M. RAME, architecte, rue de Ponthieu, n° 6.

A vendre, une TERRE située dans le département du Gard, composée d'un château, bâtimens d'exploitation, prairies, terres labourables, vignes, oliviers, châtaigniers, mûriers et bois, contenant 337 hectares 27 ares, le tout d'un produit annuel de 10,595 fr.

S'adresser à M^e GRULÉ, notaire à Paris, rue de Grammont, n° 23.

SUCCESSION VACANTE.

On désire connaître les héritiers du sieur Allaun, négociant, mort outre-mer. S'adresser à M. Mehliis, notaire à Hemmen-dorff, qui tient son bureau, galerie Vivienne, n° 56 bis, à Paris, où on peut se procurer une liste de 1069 successions vacantes. Prix : 2 fr.

PAR BREVET DU ROI.

L'accueil favorable que le public a fait depuis long-temps au PARAGUAY-ROUX, spécifique contre les maux de dents, la juste préférence que les médecins les plus célèbres et les dentistes mêmes lui accordent sur les odontalgiques employés jusqu'à ce jour, enfin l'aveu de plusieurs milliers de consommateurs, qui attesteraient son efficacité s'il était encore besoin de preuves, ont acquis assez de célébrité à la découverte de MM. ROUX et CHAIS, pharmaciens à Paris, pour exciter l'envie et provoquer les contrefaçons. Ces tardives découvertes à réputation toute faite sont appelées par leurs auteurs *Baume du Paraguay*, *Eau du Paraguay*, *Paraguay dentifrice*, etc. Avis aux personnes qui iraient chercher le PARAGUAY-ROUX ailleurs qu'à la pharmacie de l'Intendance de la couronne, rue Montmartre, n° 145, vis à vis la rue des Jeûneurs, chez MM. ROUX et CHAIS, inventeurs brevetés.

POMMADE MÉLAINOCOME.

Nos éloges seraient superflus; tout le monde connaît aujourd'hui cette pommade célèbre, qui teint les cheveux du plus beau noir sur-le-champ et sans préparation. L'auteur de cette heureuse découverte est parvenu à lui donner un degré de perfection que n'avaient pas encore atteint les productions de ce genre les plus renommées. La Pommade mélainocome fortifie en outre les cheveux, les épaissit en les empêchant à jamais de tomber, leur donne enfin un moelleux brillant et une odeur suave qui tiennent vraiment du prodige : c'est l'utile duc de la coiffure. Le seul dépôt, à Paris, est chez M^{me} veuve CAVAILLON, Palais-Royal, galerie Valois, n° 133, au 2^{me}, l'entrée par l'allée de l'horloger. Le prix des pots est de 5, 10 et 20 fr. (Affranchir.)

Le Rédacteur en chef, gérant,
Darmaing.

IMPRIMERIE PIHAN-DELAFOREST (MORINVAL), RUE DES BONS-ENFANS, N° 34.

Enregistré à Paris, le
folio case
Reçu un franc dix centimes

Vu par le Maire du 4^e arrondissement, pour légalisation de la signature PIHAN-DELAFOREST